En réponse au dernier massacre d'Israël à Gaza : un embargo immédiat sur les armes !

05.04.2018

Categories: Apartheid et colonialisme, BDS-Arguments, Embargo militaire



Palestine occupée, 02/04/2018 - Rappelant le souvenir du massacre de manifestants pacifiques par le régime sud-africain d'apartheid à Sharpeville en 1960, l'armée israélienne a commis un nouveau massacre contre des civils palestiniens qui commémoraient pacifiquement la Journée de la Terre en Palestine, appelant à mettre un terme au brutal blocus de Gaza par Israël et affirmant le droit au retour des réfugiés palestiniens, droit reconnu par les Nations Unies.

L'impunité d'Israël pour le meurtre de Palestiniens, encouragée par un niveau de soutien sans précédent de la xénophobe administration Trump aux États-Unis et par la complicité continue de l'Union européenne, doit prendre fin.

Appuyant les appels à une enquête internationale indépendante, le Comité national palestinien pour BDS

(BNC), la plus grande coalition de la société civile palestinienne, dirigeant le mouvement de Boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) en faveur des droits palestiniens, appelle à des mesures effectives pour qu'Israël rende des comptes, en particulier à un embargo militaire dans les deux sens, comme celui imposé contre l'Afrique du Sud de l'apartheid.

Alors que des dizaines de milliers de Palestiniens marquaient pacifiquement la Journée de la Terre le 30 mars dans la bande de Gaza occupée et assiégée, les forces militaires israéliennes, ou comme le journaliste israélien Gideon Levy les a appelées, « les forces de massacre israéliennes », ont ouvert le feu avec des balles réelles, des balles en caoutchouc et des gaz lacrymogènes, suivant délibérément le plan d'utiliser « beaucoup de force ». En conséquence, au moins 17 civils ont été assassinés et plus de 1400 blessés, la plupart par des balles réelles. Près de la moitié des blessés sont des jeunes.

La Journée de la Terre est commémorée par les Palestiniens chaque année depuis le 30 mars 1976, lorsque les forces militaires israéliennes ont tué six jeunes palestiniens au cours de manifestations pacifiques de masse en Galilée contre la politique israélienne à grande échelle de confisquer leurs terres ancestrales pour créer des colonies exclusivement juives.

Le meurtre et les blessures en masse de civils palestiniens dans la Bande de Gaza occupée, dans une zone qu'Israël définit arbitrairement comme sa « zone tampon », étaient prémédités. Israël avait annoncé le déploiement de 100 snipers pour cibler les manifestants non-violents, ignorant les avertissements d'Amnesty International. Un porte-parole de l'armée israélienne a accidentellement fourni la preuve que le massacre était prémédité en affirmant fièrement que « rien n'a été fait sans contrôle ; tout était précis et mesuré. Nous savons où chaque balle a atterri. »

Les manifestations pacifiques de la Journée de la Terre marquent le début de six semaines de mobilisation populaire, qui culmineront le 15 mai, le jour de la Nakba, le 70ème anniversaire du nettoyage ethnique systématique par Israël de la majorité des peuples autochtones de Palestine. Des manifestations et des marches sont organisées par les Palestiniens dans la Bande de Gaza et la Cisjordanie occupées, ainsi que par les citoyens palestiniens d'Israël et les communautés de réfugiés palestiniens du monde entier, tous soutenant le droit fondamental des réfugiés palestiniens à retourner dans leurs maisons et sur leurs terres et la fin de la politique israélienne de nettoyage ethnique.

Les réfugiés palestiniens, y compris les personnes déplacées à l'intérieur du pays, constituent plus de deux tiers du peuple palestinien.

Les manifestations populaires palestiniennes ne s'opposent pas seulement aux politiques israéliennes, vieilles de plusieurs décennies, de nettoyage ethnique, de siège et de déni des droits humains. Elles ciblent aussi l'administration américaine, qui se propose de déplacer l'ambassade américaine à Jérusalem, défiant le consensus international qui rejette la souveraineté israélienne sur la ville et considère que sa partie orientale est illégalement occupée et annexée.

Vendredi dernier, Israël s'est encore une fois servi des civils palestiniens comme de cobayes pour son laboratoire d'armements, testant ses nouveaux drones lâcheurs de gaz lacrymogènes sur les civils de Gaza. L'exportation de technologie militaire israélienne, « testée sur le terrain » contre les Palestiniens, contribue substantiellement à financer l'oppression des Palestiniens par Israël et l'agression militaire contre d'autres nations.

Le Comité national de BDS salue la résolution récente du Conseil pour les droits humains des Nations Unies appelant les états à garantir le respect du droit international, en particulier en empêchant le commerce des armes avec Israël.

Nous réitérons notre appel aux gens de conscience du monde entier à :

- Faire intégrer à toutes les entités privées et publiques de votre pays la demande de mettre un terme à toute coopération et à tout commerce avec l'armée et le « secteur de la sécurité » israéliens.
- Rejoindre les campagnes d'embargo militaire visant les compagnies militaires israéliennes et les autres compagnies impliquées dans les secteurs israéliens de l'armée et de la sécurité. Les exemples incluent la campagne contre Elbit Systems, qui teste ses armes sur les Palestiniens ; la campagne contre l'entreprise de sécurité G4S, qui entraîne la police israélienne à faire exécuter l'apartheid israélien ; et la campagne pour faire pression sur le groupe Hewlett Packard (HP) pour mettre un terme à la fourniture de technologie vitale au système des checkpoints israélien et à l'armée israélienne imposant le siège de Gaza.
- Rejoindre ou organiser des campagnes contre la coopération entre la police israélienne et les forces de police à l'étranger, grâce à laquelle les doctrines et les techniques de répression brutale des manifestations pacifiques, testées par Israël, sont exportées dans le monde entier. Un exemple est la campagne « Deadly Exchange» (Echange mortel), conduite par l'association Jewish Voice for Peace.
- Rejoindre ou organiser des campagnes pour mettre un terme à toute transaction avec des banques israéliennes et pour faire pression sur les banques et les fonds d'investissement internationaux, comme HSBC et Axa ,afin qu'ils mettent fin à leur complicité dans les violations des droits humains par Israël.

Source: BNC
Traduction: C.G pour BDS France